

## ENTRAVE À LA LIBRE CIRCULATION DES POPULATIONS ET DES MARCHEURS DE LA CNCD À L'EST D'ALGER

# Le dispositif de l'état d'urgence toujours appliqué

**Le dispositif sécuritaire particulièrement répressif qu'installent chaque samedi les pouvoirs publics, spécialement à l'est d'Alger, pour empêcher les marcheurs de rejoindre le lieu du rassemblement est quasiment le même en cette fin de week-end.**

Après la promulgation de l'ordonnance présidentielle n°11/03 du 23 février 2011 levant l'état d'urgence, aucun changement n'a réellement été relevé. Hier samedi, comme les trois week-ends précédents (6, 12 et 19 février), des milliers d'étudiants, fonctionnaires et travailleurs des wilayas à l'est d'Alger n'ont pu prendre

le train en raison du gel de l'activité ferroviaire par les pouvoirs publics pour cause de marche de la CNCD.

A la périphérie-est d'Alger et dans la wilaya de Boumerdès, les barrages de police et de gendarmerie restent toujours dressés, d'où la persistance des énormes bouchons à l'entrée d'Alger, notamment aux Bananiers. De même, les autres barrages installés notamment entre Boudouaou et Lakhdaria (RN5), ou entre Boumerdès et Tizi-Ouzou (RN12), sur les routes secondaires ou au niveau des pénétrantes des agglomérations n'ont pas été levés également.

Par ailleurs, au niveau de la gare routière du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, les bus en partance pour Alger étaient rares, mais n'ont pas été empêchés de circuler comme cela a été le cas samedi dernier.

Par contre, à la gare ferroviaire de Boumerdès, comme chaque samedi, le portail d'entrée était fermé et



Photo : Samir Sid

les usagers ne pouvaient pas y accéder pour se renseigner. Les responsables qui ont pris la décision d'arrêter la circulation des trains se sont dits, sans aucun doute, que la gare centrale d'Alger n'était qu'à quelques centaines de mètres du lieu

du rassemblement des marcheurs de la CNCD (place des Martyrs). Seulement, il se trouve que des étudiants, des fonctionnaires et des travailleurs ont été pénalisés par cette mesure. Leurs droits ont donc été bafoués. Aucun train n'a en effet cir-

culé. En vertu de quelle loi un service public aussi important que le transport ferroviaire soit paralysé ? Or, on le sait, c'est seulement en situation de guerre qu'un Etat pourrait décider de suspendre la circulation des trains. **Abachi L.**

### TROISIÈME RASSEMBLEMENT À PARIS, À L'APPEL DE LA CNCD COORDINATION FRANCE

## Un déploiement de CRS digne des États les plus policiers

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Un troisième rassemblement a eu lieu hier à Paris. Les Algériens qui ont répondu à l'appel de la CNCD – Coordination France – se sont donné rendez-vous face à l'ambassade d'Algérie en France, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement parisien. Si leur nombre était loin d'égaliser les rassemblements précédents, celui des CRS déployés très tôt tout autour de l'ambassade était colossal et les moyens que les forces de police ont déployés étaient proprement scandaleux. Tout autour de l'ambassade, on aurait cru à un quartier assiégé. Un nombre incalculable de camions, en uniforme et certains en civil, ils ont cerné, non seulement le quartier de l'ambassade, mais toutes les rues adjacentes et carrément fermé l'accès par le parc Monceau, obligeant ceux qui voulaient rejoindre le rassemblement à faire des kilomètres pour y parvenir.

L'agressivité avec laquelle ils ont bousculé les présents sur les lieux ne s'expliquait pas. Mieux encore, alors que les organisateurs avaient en leur possession – et l'ont exhibée – une autorisation préfectorale pour un rassemblement «place de Rio de Janeiro» – face à l'ambassade –, les zélés du ministère de l'Intérieur ont décidé que le rassemblement devait se dérouler beaucoup plus loin, de telle sorte à ne pas déranger la quiétude des autorités diplomatiques algériennes et de telle sorte aussi qu'elles ne puissent pas avoir à portée de vue le rassemblement. C'est ainsi que malgré l'insistance des organisateurs qui ont mis sous les yeux des officiers les papiers en règle pour ce rassemblement, sans ménagement aucun, pour ne pas dire avec une brutalité inouïe, ils sommèrent les présents à aller derrière les «barricades» – terminologie que l'on croyait révolue – et terme qu'ils ont utilisé eux-mêmes pour des séries de barrières qu'ils ont installées là, empêchant toute personne de sortir du carré qu'ils ont tracé. C'est à croire que des ordres ont été donnés et si tel était le cas, par qui et pour quelle fin ? Et pourtant, l'on ne pouvait pas dire que ces CRS étaient débordés ni par le nombre ni par l'agressivité des manifestants. N'était la maîtrise des organisateurs qui ont refusé de répondre aux provocations, l'on aurait pu assister à des problèmes sérieux. Les routes bouclées avec leurs «barricades» ont naturellement bloqué beaucoup de personnes qui ont dû abandonner ne sachant quel chemin prendre. Ceci dit, l'on ne peut toutefois occulter le fait que cet appel a eu peu d'échos et la mobilisation était loin d'atteindre ses objectifs. Très peu de monde donc et il était inutile à la police française de rameuter autant de détachements.

Quant à savoir pourquoi si peu de personnes ont répondu à l'appel de la Coordination France de la CNCD, l'on pourrait se contenter de cette réponse d'un de ses animateurs, Faouzi Benhabib qui, dans un texte où il s'interroge sur le décalage de la CNCD Algérie par rapport à la rue puisque apparemment celle-ci ne bouge pas, a donné cette explication : «Cette coordination a peu de moyens parce que les partis démocratiques sont encore faibles. Le multipartisme n'est que de façade et l'opposition est cooptée. Cette pseudo opposition n'est là que pour conforter la vitrine démocratique dont a besoin le système. Celui-ci a barré la route à toute émergence démocratique en interdisant toute vie démocratique réelle.» Mais comme chez tout militant irréductible, la désespérance n'est pas de mise, puisqu'il a ajouté : «Rien ne dit qu'un jour la digue ne cédera pas».

**K. B.-A.**

### PLACE DU 1<sup>er</sup>-MAI

## Dispositif policier allégé

**A la place du 1<sup>er</sup> Mai, hier, jour de la marche à laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), à partir de la place des Martyrs (Alger), les gens étaient complètement indifférents à l'événement. Même ambiance, rue Hassiba-Ben Bouali.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - 11h, place du 1<sup>er</sup> Mai. L'important dispositif policier mis en place au cours des deux premières marches de la CNCD a été considérablement allégé. Les accès à cette place sont libres. Même si des policiers étaient cependant visibles çà et là, autour du rond point ou du jet d'eau de la place,

leur nombre était considérablement réduit. Quelques camions blindés et des engins lance-eau étaient stationnés à proximité de l'école primaire Aïssat-Idir, aux environs du siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Le ministère de la Jeunesse et des Sports était entouré par les forces anti-émeutes

ainsi que de quelques véhicules de police. Plus loin, à proximité du CHU Mustapha-Pacha, la présence policière était plus affirmée. Là, les camions blindés sont alignés et les agents de l'ordre un peu plus nombreux, présence d'un poste de police (8<sup>e</sup> arrondissement) oblige.

Habitué à ces images depuis quelques semaines, les passants ne se retournent plus pour regarder.

La rue Hassiba-Ben-Bouali a gardé son ambiance de tous les jours. Les

commerces sont ouverts et les trottoirs noirs de monde, beaucoup de citoyens vaquant à leurs activités quotidiennes.

Adossés au mur, des jeunes du quartier sont plongés dans de longues discussions, tout en fumant et en sirotant du café. La circulation automobile paraissait normale. Toutefois, la place de la Liberté de la presse est restée bouclée par des barrières métalliques et son accès était surveillé par quelques policiers.

**R. N.**

### MYRIAM A MARCHÉ POUR REVENDIQUER LE CHANGEMENT

## «L'Algérie est une prison à ciel ouvert»

**Myriam et ses deux amis tentaient de se frayer un passage parmi la foule de curieux et de policiers qui assiégeaient les manifestants. Impossible de faire un pas, d'avancer.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Nous ne faisons rien de mal. Nous voulons juste manifester et nous exprimer librement», ripostent-ils, énervés, aux policiers qui ne leur prêtaient pas l'oreille, occupés qu'ils étaient à disperser la foule en la sommant de quitter les lieux. «Je suis arrivée tôt vers 9h du matin, mais je n'ai rien pu faire ! Rien. Les policiers nous ont tout interdit. Ils nous ont empêchés de marcher, de nous mettre debout, de nous asseoir sur les trottoirs !», confie Myriam, aussi écoeurée qu'épuisée.

Il était plus de 11h, lorsque les manifestants, assaillis par les agents de l'ordre, ne pouvaient ni reculer ni avancer. Ils s'éparpillaient sur la place

des Martyrs, bloqués et encerclés, obligés dès lors de battre en retraite. «Ils ont toléré la protestation des partisans de Bouteflika et interdit la nôtre. Nous avons essayé de nous rassembler. Mais c'était difficile», s'empare Myriam. La colère et la déception rongent cette ancienne journaliste. Un inconnu s'approche, il semblait s'intéresser à notre conversation avec Myriam. Un gaillard, les bras croisés habillé sobrement, portant des lunettes noires. «Des énergumènes ont été mobilisés pour casser la marche comme celui-là. Vous le voyez, vous me comprenez ? Ça grouille de flics en civil», lance-t-elle, en fusillant l'inconnu du regard.

Celui-ci marmonne quelques mots mais ne bouge pas. Nous décidons à ce moment-là de nous éloigner pour être plus tranquilles.

Myriam a participé à toutes les marches auxquelles a appelé la Coordination nationale pour le change-

ment et la démocratie (CNCD). «Je suis convaincue de la justesse de notre cause. Ici, on ne vit pas, on ne respire pas, on ne crie pas. Les chiens vivent mieux.»

Agée de 28 ans, cette jeune femme est venue protester en tant que citoyenne libre. Elle croit profondément au changement et le revendique. «Le changement radical dans tous les secteurs», précise-t-elle. C'est ce qui sauvera le pays et lui permettra de regarder vers l'avenir. «L'Algérie est une prison à ciel ouvert», indique-t-elle, en observant un groupuscule de manifestants brandissant une banderole et criant face aux policiers : «Que le régime tombe. Une Algérie libre et démocratique». «Écoutez ce qu'ils disent ! Ça prouve tout. C'est ce que veulent les gens», nous lance Myriam, avant de rejoindre la foule, pressée de retrouver ses amis et les manifestants, pour essayer de marcher.

**I. B.**